

Metroforum

La chaire pour les transition métropolitaines

Atelier n°4 – « Comment habiter et bien-vivre demain en ville ? » » Thématique : Habitat

Victoria Sachse · Thursday, May 21st, 2026

Dans la continuité de l'atelier n°3 du 8 avril 2026, le quatrième et dernier atelier du LID s'est concentré sur « Comment habiter et bien-vivre demain en ville ? » du point de vue de l'habitat. La matinée du 29 avril 2026, a rassemblé chercheurs, élus, entreprises de l'ESS, associations et citoyens pour réfléchir autour des questions de mal logements, de précarité énergétique et pour repenser ensemble la manière d'habiter les villes.



Avec les interventions de :

- Hussein Mroueh, Professeur à l'Université de Lille
- Isabelle Fourot, Directrice de l'agence Hauts-de-France, Fondation pour le Logement
- Elena Iturra, Cheffe de service habitat privé, Métropole Européenne de Lille
- Stéphanie Lamarche-Palmier, Entrepreneuse salariée chez Optéos, MCF associée à l'Université de Lille
- Paul Hacot, Chef de projet habitat privé, SOLiHA
- Aude Lejeune, Camille Herlin-Giret et Alexis Spire, chercheur-es CNRS, projet ANR UNERGY

Les participant-e-s ont pu réfléchir autour de trois thématiques : les inégalités d'accès aux logements et aux aides, les nouvelles énergies et l'habitat ainsi que la qualité des logements et la rénovation.

L'atelier a permis de croiser les regards autour de l'habitat urbain et de ses enjeux contemporains. Du côté de l'accès aux logements et aux aides, les échanges ont pu mettre en lumière une réalité complexe : l'inégalité d'accès au logement ne se limite pas à une simple géographie, elle s'ancre dans une disparité de statuts, de parcours de vie et de générations. Face à l'opacité des données et à la complexité des dispositifs, il est urgent de repenser le rôle des intermédiaires (associations et réseaux de pair-aidance) pour transformer l'accès aux droits en une réalité tangible pour tous. Cette transition démographique et sociale nous impose de questionner la fluidité des parcours résidentiels, notamment dans le locatif privé, et d'imaginer des mécanismes de solidarité plus structurants, voire coercitifs, pour garantir un accès pour tous. En replaçant l'humain au centre des politiques publiques et en clarifiant le partage des compétences, nous pouvons transformer le logement d'un facteur d'exclusion en un véritable levier d'intégration sociale.



L'intégration des nouvelles énergies dans l'habitat urbain ne peut se réduire à un simple déploiement technologique ; elle appelle une véritable résolution des modes de gouvernance et de planification. Les participant-e-s soulignent l'urgence de passer d'un modèle descendant à une mise en capacité réelle des usagers. Cela passe par une démocratisation des solutions, en rendant les systèmes plus compréhensibles, autonomes et réparables mais aussi par un effort massif d'éducation et de formation des filières locales.

Pour relever ce défi systémique, tout l'enjeu est de repenser la viabilité économique des projets : les surcoûts initiaux doivent être perçus comme des investissements de résilience, générateurs de bénéfices à long terme pour la collectivité. En favorisant l'innovation territoriale et l'acceptabilité sociale, nous transformons l'énergie en un levier d'émancipation pour les habitants, tout en impulsant des politiques publiques capables de répondre aux enjeux de la ville de demain.

Face aux défis climatiques, la rénovation énergétique des villes ne peut plus se contenter d'être une simple réponse technique ou réglementaire. Les échanges menés lors de cet atelier soulignent une mutation profonde : bien habiter la ville de demain, c'est transformer le logement « boîte thermique » en un véritable « commun » protecteur. Cette transition exige de dépasser l'angle mort des propriétaires occupants en réinventant de l'humain et de l'affectif dans des parcours de rénovation souvent perçus comme complexes. Pour que la viabilité économique rencontre enfin le confort d'usage, il devient crucial de structurer le marché autour de données fiables et de solutions passives accessibles, garantissant que la sobriété énergétique devienne un levier de bien-vivre et non une contrainte.

L'enjeu est désormais claire : faire du confort thermique un droit partagé, soutenu par des aides simplifiées et une vision globale de l'habitat urbain.

This entry was posted on Thursday, May 21st, 2026 at 4:06 pm and is filed under [Actualité](#), [Initiatives Locales](#), [Transitions en action](#) You can follow any responses to this entry through the [Comments \(RSS\)](#) feed. Responses are currently closed, but you can [trackback](#) from your own site.